



HAL
open science

Quelle place pour les femmes dans les utopies anglaises publiées pendant la Révolution française?

Rémy Duthille

► **To cite this version:**

Rémy Duthille. Quelle place pour les femmes dans les utopies anglaises publiées pendant la Révolution française?. Guyonne Leduc. Inégalités femmes-hommes et utopie(s), L'Harmattan, pp.45-53, 2007, 978-2-14-003090-1. hal-01846018

HAL Id: hal-01846018

<https://hal.science/hal-01846018>

Submitted on 20 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quelle place pour les femmes dans les utopies anglaises publiées pendant la Révolution française ?

C'est un lieu commun que d'affirmer que la Révolution française a provoqué en Angleterre un immense intérêt, et chez certain, provoqué un élan d'enthousiasme. Non seulement de très nombreux pamphlets furent publiés, pour et contre, mais tout le champ littéraire se politisa et se polarisa. Beaucoup vécurent la Révolution française comme une utopie, au sens de projet émancipateur permettant de transcender les entraves qui enserraient encore les facultés humaines. Dans sa *Défense des droits de la femme*, publiée en 1792 mais écrite au cours de l'année précédente, Mary Wollstonecraft imagine une société qui donnerait aux femmes la juste place que la raison, et non plus la domination masculine, leur assigne. « These may be termed Utopian dreams, » concède-t-elle¹, mais quelle que soit la réprobation attachée au « rêve utopique », entendu comme chimérique, elle plaide pour l'inscription des droits des femmes dans la nouvelle constitution française alors en cours de rédaction, comme en témoigne la dédicace de son ouvrage à Talleyrand. Nul doute que la Révolution française ait encouragé la formulation d'idées utopiques : la chute de l'ancien régime et les multiples débats et projets législatifs et constitutionnels ont rendu envisageable la rupture avec le passé et la reconstruction utopique. Mais qu'en est-il de l'utopie entendue au sens restreint de genre littéraire ? Le statut des femmes fut tout au long du dix-huitième siècle un thème notable dans les utopies anglaises, surtout si l'on ajoute à la cinquantaine d'utopies narratives dénombrées par Gregory Claeys des romans intégrant des éléments utopiques, tels que *Millennium Hall* (1762) de Sarah Scott².

La Révolution française a-t-elle favorisé l'écriture de nouvelles utopies défendant une plus grande égalité entre hommes et femmes ? Avant d'aborder les textes, il convient de préciser que l'utopie narrative ne fut pas le mode d'expression privilégié de la pensée radicale anglaise dans les années 1790. En réponse à l'opprobre jeté par Burke et les conservateurs sur tout projet révolutionnaire fondé sur des principes *a priori*, nombre de réformateurs mettent en avant, au contraire, le caractère réaliste, progressif et pragmatique de leurs projets. Par ailleurs, l'utopie narrative et fictionnelle perd de sa pertinence alors que l'Amérique offre un terrain d'expérimentation immense et prometteur³. Le désir utopique se projette alors sur le nouveau monde et engendre des projets de communautés idéales, où les rapports entre les sexes sont parfois bouleversés. La plus célèbre de ces utopies est la « pantisocratie » envisagée par les poètes Coleridge et Wordsworth vers 1795. Cette république égalitaire, bâtie selon les principes de Godwin, aurait permis aux hommes et aux femmes de réaliser tout leur potentiel intellectuel. Coleridge, écrit Claire Tomalin dans sa biographie de Mary Wollstonecraft, était bien sûr un ardent féministe : dans la communauté pantisocratique, la femme n'accomplirait que les tâches strictement nécessaires à son rôle de mère, et le mari ferait tout le reste.

¹ Mary Wollstonecraft, *A Vindication of the Rights of Woman*, éd. Miriam Brody (Harmondsworth: Penguin, 1992) 122.

² Gregory Claeys, éd., *Utopias of the British Enlightenment* (Cambridge: Cambridge University Press, 1994) xv.

³ Wil Verhoeven, *Americomania and the French Revolution Debate in Britain, 1789-1802* (Cambridge; New York: Cambridge University Press, 2013).

Quand bien même toute l'éducation des enfants devrait leur échoir, ce serait peu de chose pour Coleridge : un bébé passe le plus clair de ses journées à dormir, et pendant ce temps-là la mère pourrait faire du repassage. « It is certainly a charming picture Coleridge paints », conclut Tomalin⁴.

On le voit, les utopies reproduisent parfois jusqu'à la caricature des rôles traditionnels de genre. On se demandera dans quelle mesure ces modèles sont rejetés ou réaffirmés dans trois utopies de l'époque révolutionnaire. On doit la première à Thomas Northmore ; intitulée *Memoirs of Planetes, or a Sketch of the Laws and Manners of Makar* (1795), elle dépeint une société idéale inspirée des thèses du philosophe William Godwin⁵. Le second texte examiné, *The Commonwealth of Reason*, également de 1795, est un projet de constitution républicaine publié par le médecin William Hodgson, « jacobin » auto-proclamé et membre actif de la Société de correspondance de Londres⁶. C'est enfin chez Thomas Spence que l'on trouve la pensée utopique la plus développée. De 1775 à sa mort en 1814, Spence a défendu sa version du socialisme agraire à travers plusieurs utopies, de la robinsonnade de « Crusonia » à la république parfaite de « Sponsonia »⁷. Des trois auteurs étudiés, c'est lui qui va le plus loin dans la voie de l'égalité entre les sexes.

Thomas Northmore, ou l'utopie en retrait de la philosophie godwinienne

L'écrivain et géologue Thomas Northmore⁸ place son utopie dans le sillage de William Godwin, pour lequel il éprouvait une grande admiration. Comme dans *L'Enquête sur la justice politique* de Godwin (1793), il défend la doctrine de la perfectibilité du genre humain. A mesure que la raison et les lumières se répandront, les facultés humaines se développeront et repousseront les bornes de la condition humaine⁹. Suivant Godwin, encore, Northmore ajoute que toute révolution dans les affaires humaines prendra du temps. Toute action violente est exclue. Il faut attendre que l'éducation se répande parmi les masses populaires qui végètent encore dans une ignorance crasse. L'élitisme social et culturel de Northmore apparaît dès le début de sa robinsonnade. Les matelots murmurent contre la dureté du voyage, se mutinent et l'abandonnent, lui et son second, sur un radeau. Le narrateur regrette de ne pas les avoir écoutés : « The complaints of the lower classes of people should always be listened to at their outset »¹⁰.

Après quelques aventures, le narrateur et son compagnon échouent sur la côte de Makar, et son recueillis chez le chef d'une famille riche, Othono. Celui-ci leur explique les mœurs et les institutions

⁴ Claire Tomalin, *The Life and Death of Mary Wollstonecraft* (Harmondsworth: Penguin, 1985) 133.

⁵ Thomas Northmore, « Memoir of Planetes, or a Sketch of the Laws and Manners of Makar », in *Utopias of the British Enlightenment*, éd. Gregory Claeys (Cambridge: Cambridge University Press, 1994), 147-97.

⁶ William Hodgson, « The Commonwealth of Reason », in *Utopias of the British Enlightenment*, éd. Gregory Claeys (Cambridge: Cambridge University Press, 1994) 199-247.

⁷ On utilisera ici la seule édition moderne des œuvres de Spence: *The Political Works of Thomas Spence*, éd. H. T. Dickinson (Newcastle upon Tyne: Averro, 1982).

⁸ Anita McConnell, « Northmore, Thomas (bap. 1766, d. 1851) », *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, 2004. URL: <<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/20332>>, consulté le 2 juin 2015.

⁹ Northmore 139. Voir aussi son éloge de Godwin (175) et sa défense de la perfectibilité du genre humain (177).

¹⁰ Northmore 142.

justes de ses concitoyens éclairé, qui sont, en bonne doctrine godwinienne, le résultat d'un long processus d'éducation assurant le triomphe de la raison sur la superstition. Il n'est pas question d'égalité entre les sexes. La discussion des institutions politiques ne mentionne que les hommes, qui seuls ont le droit de vote (177). Les femmes sont évoquées dans les chapitres sur le mariage et la vie familiale. Le mariage est un droit civil ; le consentement d'un homme et d'une femme devant trois témoins suffit à le contracter, et le couple peut se désunir également par consentement mutuel (182). L'héritage paternel est partagé à égalité entre tous les enfants (189), de façon à optimiser le degré de bonheur et d'intelligence de la communauté. Northmore, pour une fois, se démarque explicitement de Godwin et défend l'institution du mariage, alors que le philosophe la dénonçait comme « le pire des monopoles »¹¹. La facilité du divorce répond à toutes les objections faites au mariage ; et la monogamie est nécessaire à l'équilibre affectif des partenaires, ainsi qu'aux bonnes mœurs. L'abolition du mariage ne permettrait pas aux hommes de savoir qui sont leurs enfants, ce qui conduirait à négliger leur éducation, et réduirait la somme globale de bonheur dans la société, ce qui est contre-productif dans l'éthique utilitariste de Godwin. A Makar, au contraire, l'institution du mariage est bien ordonnée, en conséquence de quoi : « Their women are chaste, handsome, and well educated » (193). Le pronom possessif *their* en dit long sur la subordination des femmes ; d'ailleurs, la femme d'Othono, en épouse modèle, s'emploie à accueillir ses invités et garde le silence pendant que son mari discourt. A la fin de l'ouvrage, le narrateur quitte l'île mais son compagnon y demeure après avoir, tel un marin du capitaine Cook, épousé une Makarienne.

L'utopie de Makar n'est donc pas si progressiste qu'elle en a l'air au premier abord. Gregory Claeys affirme que le cadre fictionnel et déréalisant du genre utopique permettait d'avancer des idées audacieuses, voire choquantes, qui seraient plus difficiles à défendre dans une argumentation directe, de sorte que : « [u]topian proposals [...] often went well beyond the speculations of even radical political pamphleteers »¹². L'utopie de Makar, sur la question qui nous occupe, est en retrait des thèses de Godwin et offre donc un contre-exemple à l'assertion de Claeys.

William Hodgson, ou la défense promise des droits de la citoyenne

Le cas de William Hodgson (1763/4?-1851) apporte un autre démenti, pour des raisons différentes. Pendant la Révolution française, et longtemps après, Hodgson professa des opinions très audacieuses ; républicain, défenseur de la Révolution, membre de la Société de correspondance de Londres, il fut emprisonné en 1793 pour avoir porté un toast à la République française et avoir traité le roi de « charcutier allemand ».¹³ Il profita de son séjour en prison pour écrire *The Commonwealth of Reason*.

¹¹ William Godwin, *Enquiry Concerning Political Justice*, éd. Isaac Kramnick (Harmondsworth: Penguin, 1976) 762-767.

¹² Claeys 10.

¹³ Thompson Cooper, « Hodgson, William (1763/4?-1851) », révisé par Stephen M. Lee, *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, 2004. <<http://www.oxforddnb.com.janus.biu.sorbonne.fr/view/article/13447>>, consulté le 2 juin 2015. Sur l'affaire du toast séditionnel et ses suites, voir James Epstein, « "Equality and No King." Sociability and

Le pamphlet, après une attaque en règle contre les institutions politiques et religieuses britanniques, présente un projet de constitution républicaine. Hodgson ne s'en tient pas à une déclaration des droits et des règles d'organisation des pouvoirs politiques ; il présente aussi des perspectives de réformes économiques, éducatives et sociales.

Qu'en est-il des femmes dans ce projet ? Comme Northmore, Hodgson demande l'abolition de la primogéniture et réclame le partage égal des biens entre tous les enfants, précisant bien : « whether male or female » (203). Comme Northmore également, il défend l'institution du mariage, propice à l'accroissement de la population. A ses yeux, le consentement des époux est suffisant. Le mariage ne devant reposer que sur les sentiments et non sur les stratégies familiales, il devrait être un simple contrat civil que le mari ou la femme pourraient dénoncer devant les tribunaux ; le divorce serait prononcé par un jury (234).

Quant aux droits politiques, les femmes en auraient, mais Hodgson laisse le lecteur sur sa faim : « I have purposely avoided mentioning any thing concerning the FEMALE CITIZENS, as should this hasty production be favourably received, I have an intention of publishing my ideas concerning women, in a treatise by itself » (247). Le traité semble n'avoir jamais été publié; du moins n'en reste-t-il aucun exemplaire. Hodgson a cependant lancé une souscription, et on peut se faire une idée du contenu de l'ouvrage à partir de son prospectus, qui, lui, nous est parvenu¹⁴. William Hodgson promet de publier une « enquête politique et philosophique sur les droits des femmes en tant que membres de la société ». Le prospectus, outre la page titre, comprend une adresse au public d'une page. Hodgson se propose de restaurer les droits inaliénables des femmes. Il incombe aux hommes, en ces temps où le combat pour la liberté fait rage dans toute l'Europe, de mettre fin à l'oppression dont souffrent les femmes. Ce devoir leur est dicté par la gratitude qu'ils devraient éprouver pour celles que la nature a désignées comme éducatrices des futurs citoyens. La domination masculine est une forme d'usurpation fondée, comme toutes les autres, sur la coutume, résidu scandaleux de la barbarie féodale. On ignore quels sont les droits politiques exacts que défend Hodgson : le droit de vote, en particulier, en fait-il partie ? Le prospectus ayant pour fonction d'attiser la curiosité de souscripteurs potentiels, Hodgson se garde bien de répondre à une question qui, vers 1795, était vivement débattue dans certains cercles radicaux¹⁵. Quoi qu'il en soit, il fonde son argumentation sur une nature féminine, et en appelle à un lecteur implicitement masculin, adoptant un point de vue masculin également, comme en témoignent les périphrases désignant les femmes : « the FAIRER PART OF THE CREATION » et « those whose Society form the Chief Comfort and Happiness of Man ».

Sedition : The Case of John Frost », in *Romantic Sociability : Social Networks and Literary Culture in Britain, 1770-1840*, éd. Clara Tuite et Gillian Russell (Cambridge: Cambridge University Press, 2002) 46-47.

¹⁴ William Hodgson, *Proposals for Publishing by Subscription, a Treatise. Called The Female Citizen: Or A, Historical Political, and Philosophical Enquiry into the Rights of Women, As Members of Society ; By William Hodgson, Author of the Commonwealth of Reason, &c.* (Londres: s.n., 1796).

¹⁵ Arianne Chernock, « Extending the "Right of Election" : Men's Arguments for Women's Political Representation in Late Enlightenment Britain », in *Women, Gender, and Enlightenment*, éd. Sarah Knott et Barbara Taylor (Houndmills; New York: Palgrave Macmillan, 2005) 587-609.

Thomas Spence : vers l'égalité hommes-femmes

La défense des droits de la femme restant à l'état de promesse chez Hodgson, c'est vers Thomas Spence qu'il faut se tourner pour trouver une utopie accordant aux femmes un statut bien supérieur à celui des Anglaises du dix-huitième siècle, et à bien des égards égal à celui des hommes. Alors que certains historiens ont souligné les limites de sa vision, on voudrait montrer au contraire son caractère novateur¹⁶. De 1775 à 1814, un fil directeur court dans les écrits de Spence : l'idée que tout individu a un droit inaliénable à l'existence et à la liberté, et que ces droits ne peuvent se réaliser effectivement que si la terre est détenue en commun. Spence défend inlassablement son « land plan », un projet agraire dans lequel toutes les terres seraient la propriété des paroisses, qui ensuite les loueraient au plus offrant. Les loyers viendraient se substituer aux impôts et permettraient de subvenir aux dépenses publiques ; tout surplus serait reversé, sous la forme d'une allocation et sans aucune condition, à tous les hommes, femmes et enfants de la paroisse. Spence est ainsi considéré comme un pionnier de ce qu'on appelle aujourd'hui l'allocation universelle¹⁷. On ne saurait parler d'utopie féministe chez lui, car il ne fait pas de l'émancipation des femmes une priorité, et ce n'est pas dans les rapports ou les inégalités entre hommes et femmes qu'il voit le fondement de l'oppression. Cependant, comme sa défense de l'allocation universelle le montre, il est acquis à un idéal d'égalité entre hommes et femmes.

Il perçoit et encourage la capacité d'action politique des femmes. Dans son pamphlet *The Rights of Infants* (1797), il adopte une voix de femme pour défendre son projet politique, dans un dialogue entre « Woman » et « Aristocracy ». « Woman » est un personnage générique qui défend les positions de Spence et affirme que les femmes, en tant que mères, doivent assurer à leur progéniture leurs moyens de subsistance. Donc, si leurs maris sont incapables de les nourrir, elles pourraient s'organiser, nommer des comités de femmes et prendre la tête d'une révolution pour s'assurer le contrôle des terres et donc la jouissance effective du droit à l'existence. On peut lire cette allégorie comme une représentation sexiste de la femme, renvoyée à la maternité et à la nature, mais il me semble plus pertinent d'y voir une reconnaissance de la capacité mobilisatrice et organisatrice des femmes, et donc de leur possible rôle révolutionnaire et politique. Il est déjà remarquable en soi qu'un pamphlétaire homme, à cette époque, adopte une *persona* féminine pour énoncer une argumentation politique sérieuse.

C'est dans d'autres utopies, rédigées sous la forme de constitutions idéales, que l'on saisit le mieux le rôle social, économique et politique que Spence imagine pour les femmes. En quatre décennies, sa

¹⁶ David Worrall, *Radical Culture: Discourse, Resistance and Surveillance, 1789-1820* (New York; Londres: Harvester Wheatsheaf, 1992) 31-32; Anna Clark, *The Struggle for the Breeches: Gender and the Making of the British Working Class* (Berkeley, CA: University of California Press, 1997) 149.

¹⁷ On peut définir ce terme comme « un revenu versé par une communauté politique à tous ses membres, sur base individuelle, sans contrôle de ressources ni exigence de contrepartie. » (Yannick Vanderborght et Philippe Van Parijs, *L'Allocation universelle* (Paris: La Découverte, 2005), 6). Sur Spence comme précurseur de l'allocation universelle, voir Vanderborght et Van Parijs, 13, et John Marangos, « Thomas Paine (1737-1809) and Thomas Spence (1750-1814) on Land Ownership, Land Taxes and the Provision of Citizens' Dividend », *International Journal of Social Economics* 35.5 (2008) : 313-25.

pensée a évolué dans le sens de l'égalité entre hommes et femmes. Ses premiers pamphlets, écrits en 1775 puis dans les années 1780, ne mentionnent guère les femmes. Dans *The Constitution of a Perfect Commonwealth* (1798), il envisage deux niveaux de citoyenneté : seuls les hommes voteraient en tant que citoyens « locaux », mais les femmes auraient les mêmes droits qu'eux à l'allocation universelle, en tant que citoyennes « propriétaires »¹⁸. Plus tard, dans *The Constitution of Spensonia* (1803), il prône le suffrage vraiment universel, et donc le vote des femmes. La déclaration des droits qui préface cette constitution utopique est marquée par effort remarquable d'inclusion des femmes : si certains articles comportent les mentions « every man » ou « a man », héritées de la tradition de la *Common Law*, d'autres comportent des formulations plus neutres : « every individual », « those who ». Le premier article stipule : « all men are equal by nature and before the law ». Dans des éditions ultérieures, Spence a remplacé « all men » par « all human beings »¹⁹. La logique qui sous-tend l'évolution de la pensée de Spence est la suivante : tous les êtres humains ont, en tant que tels, un droit inaliénable à l'existence, donc aux fruits de la terre. Hommes et femmes sont donc également « citoyens propriétaires ». Or, la propriété confère le droit de vote (en cela Spence suit le républicain Harrington, qui l'a beaucoup influencé) ; il en résulte que les femmes ont un droit égal au suffrage, en tant qu'êtres humains adultes. Elles ont même un surcroît de droit, en tant que mères. Cependant, Spence n'envisageait pas de confier aux femmes de fonctions électives et exécutives. Toujours dans l'utopie de Spensonia de 1803, elles se verraient exempter de ces devoirs pénibles en raison de la « délicatesse de leur sexe »²⁰. C'est là un argument essentialiste que Wollstonecraft avait balayé onze ans plus tôt dans une critique de la « sensibilité » comme rhétorique masculine oppressive²¹.

Faut-il retenir de Spence sa vision des femmes comme mères de famille, et son refus de voir les voir assumer des fonctions publiques ? Plutôt que les limites de la vision de Spence, il me semble plus pertinent de noter l'évolution de sa pensée vers un modèle social plus égalitaire. La mentalité de Spence est-elle aussi patriarcale que l'affirment David Worall ou Anna Clark ? En 1802, dans le contexte de débats à Westminster sur un projet de loi réprimant l'adultère, Spence défend le droit au divorce accordé par la législation française de 1792 ; pour lui l'épouse comme le mari devraient pouvoir demander le divorce, et il dénonce la violence conjugale, physique et psychologique, qui peut selon lui être le fait de l'un ou l'autre des époux²². Dans ce pamphlet de 1802 et ailleurs, il critique les mariages arrangés, refuse la stigmatisation des filles-mères et la distinction entre enfants légitimes et bâtards. Tous ont droit aux produits de la terre : « every man, woman, child, whether born in wedlock or not (for nature and justice know nothing of illegitimacy) »²³. Il est donc très difficile de présenter Spence comme un tenant d'un ordre patriarcal fondé en nature.

¹⁸ Spence 61-62.

¹⁹ Ibid., 105-107.

²⁰ Ibid., 107.

²¹ Wollstonecraft 82.

²² Spence 76.

²³ Ibid., 107.

Pour revenir à la question posée au début de cet essai, l'évolution de la pensée de Spence ne laisse guère de doute quant à l'influence de la Révolution française sur ses projets utopiques. Le concept d'« influence » est problématique mais on peut suggérer plusieurs niveaux d'interprétation. Spence accueille avec ferveur les événements d'outre-Manche et y vit la promesse d'un changement révolutionnaire en Angleterre. Lorsqu'il écrivait *The Rights of Infants*, il devait avoir à l'esprit des exemples d'activisme politique des femmes, telles que la marche sur Versailles du 6 octobre 1789. L'impact des défenseurs français des droits des femmes est difficile à évaluer ; rien n'indique qu'il avait connaissance des écrits de Condorcet ou d'Olympe de Gouges. Mais une chose est sûre : la Révolution française l'a amené à s'interroger sur les conditions historiques du changement révolutionnaire et à se plonger dans les écrits politiques liés à la Révolution anglaise et à la république cromwellienne qui la suivit. Il lisait Harrington, Winstanley, Milton et quelques autres, et a publié des extraits de leurs œuvres dans son périodique *Pig's Meat*, en 1794-1795 ; aussi a-t-il pu trouver chez eux, sinon l'inspiration, du moins la confirmation, de sa croyance en l'égalité fondamentale des êtres humains.

La mise en regard de trois utopies, effectuées ici, révèle une prise en compte partielle et inégale de la condition des femmes. Northmore s'en tient à une conception assez traditionnelle, refusant la primogéniture et les mariages arrangés mais défendant l'institution matrimoniale contre Godwin. Hodgson promeut une certaine égalité entre les sexes dans les domaines du mariage, de l'héritage et de l'éducation, mais sa réflexion sur la condition politique des femmes nous échappe. Sur la question des inégalités hommes-femmes, l'utopie anglaise des années 1790 est souvent en retrait par rapport aux propositions audacieuses avancées dans d'autres genres tels que le pamphlet ou l'essai. Seul Spence utilise le cadre fictionnel du genre utopique pour prôner des changements radicaux. Cadre fictionnel, mais pas déréalisant, puisqu'il réfléchit aussi au processus révolutionnaire et imagine les femmes y participer.

Bibliographie :

Sources primaires :

Claeys, Gregory, éd. *Utopias of the British Enlightenment*. Cambridge: Cambridge University Press, 1994.

Godwin, William. *Enquiry Concerning Political Justice*. Éd. Isaac Kramnick. Harmondsworth: Penguin, 1976.

Hodgson, William. *Proposals for Publishing by Subscription, a Treatise. Called The Female Citizen: Or A, Historical Political, and Philosophical Enquiry into the Rights of Women, As Members of Society ; By William Hodgson, Author of the Commonwealth of Reason, &c*. Londres: s.n., 1796.

———. « The Commonwealth of Reason ». In *Utopias of the British Enlightenment*, éd. Gregory Claeys, 199-247. Cambridge: Cambridge University Press, 1994.

Northmore, Thomas. « Memoir of Planetes, or a Sketch of the Laws and Manners of Makar ». In *Utopias of the British Enlightenment*. Éd. Gregory Claeys, 147-97. Cambridge: Cambridge University Press, 1994.

Spence, Thomas. *The Political Works of Thomas Spence*. Éd. H. T. Dickinson. Newcastle upon Tyne: Averro, 1982.

Wollstonecraft, Mary. *A Vindication of the Rights of Woman*. Éd. Miriam Brody. Harmondsworth: Penguin, 1992.

Sources secondaires :

Chernock, Arianne. « Extending the “Right of Election” : Men’s Arguments for Women’s Political Representation in Late Enlightenment Britain ». In *Women, Gender, and Enlightenment*. Éd. Sarah Knott et Barbara Taylor, 587-609. Houndmills; New York: Palgrave Macmillan, 2005.

Clark, Anna. *The Struggle for the Breeches: Gender and the Making of the British Working Class*. Berkeley, CA: University of California Press, 1997.

Epstein, James. « “Equality and No King.” Sociability and Sedition : The Case of John Frost ». In *Romantic Sociability : Social Networks and Literary Culture in Britain, 1770-1840*. Éd. Clara Tuite et Gillian Russell. Cambridge: Cambridge University Press, 2002. 43-61.

Marangos, John. « Thomas Paine (1737-1809) and Thomas Spence (1750-1814) on Land Ownership, Land Taxes and the Provision of Citizens’ Dividend ». *International Journal of Social Economics* 35.5 (2008): 313-25.

Tomalin, Claire. *The Life and Death of Mary Wollstonecraft*. Harmondsworth: Penguin, 1985.

Vanderborght, Yannick, et Philippe Van Parijs. *L’Allocation universelle*. Paris: La Découverte, 2005.

Verhoeven, Wil. *Americomania and the French Revolution Debate in Britain, 1789-1802*. Cambridge ; New York: Cambridge University Press, 2013.

Worrall, David. *Radical Culture: Discourse, Resistance and Surveillance, 1789-1820*. New York; Londres: Harvester Wheatsheaf, 1992.

Rémy Duthille

Université Bordeaux Montaigne